

# Table des matières

<b>Introduction</b>	
<b>Le droit de l'environnement : à la mode d'Echternach ?</b>	7
<i>François OST et Delphine MISONNE</i>	
<b>Instruments souples, instruments non contraignants, instruments du marché : une alternative pertinente ?</b>	19
<i>Michel PÂQUES</i>	
Introduction – Pertinence et ordre économique	19
Chapitre 1. Peser sur la liberté individuelle en agissant contre elle	22
Section 1. Le point de départ : l'action autoritaire de police administrative, contraignante, rigide et non négociable	22
Section 2. Slogan et réalité	24
Section 3. Flexibilité et valeur de la norme de police – Le pouvoir discrétionnaire et la valeur indicative	27
Section 4. Flexibilité non plus dans la nature, mais dans le contenu de la norme	30
Chapitre 2. Contrarier la liberté individuelle en s'inscrivant davantage dans sa dynamique	31
Section 1. L'action à base de consensus	32
Section 2. Une action non juridique, du moins en droit de l'État ?	34
Section 3. L'action unilatérale qui se borne à proposer un modèle de comportement	37
Section 4. Retour de la contrainte – L'adhésion aux instruments volontaires ou contractuels comme condition dans le secteur réglementé	39
Section 5. L'instrument économique et fiscal, entre la souplesse et la contrainte selon la finalité	42
Section 6. Instrument culturel	45
Section 7. Instruments de marché	45
Section 8. Les instruments de marché de Kyoto	57

Section 9. Création de droits de propriété	59
Cinq considérations finales sur le choix des instruments	60
<b>Accords volontaires européens : une voie sans issue</b>	69
<i>Ludwig KRÄMER</i>	
<b>La césure entre l'évaluation scientifique et la gestion des risques : éloge de la rationalité ou bric-à-brac d'idées ?</b>	81
<i>Nicolas DE SADELEER</i>	
Introduction	81
Chapitre 1. Science et droit de l'environnement	83
Chapitre 2. Évaluation et gestion des risques dans la politique des produits	85
Section 1. Analyse des risques	85
Section 2. Techniques d'évaluation des risques	88
Section 3. Critiques à l'encontre de l'évaluation des risques	94
Section 4. Gestion des risques	96
Chapitre 3. Principe de précaution	100
Section 1. Genèse du principe	100
Section 2. Le principe n'est pas antiscientifique	101
Section 3. Applications du principe au domaine de la sécurité des produits	101
Chapitre 4. Étendue du contrôle juridictionnel	105
Conclusion	107
<b>Quelle place en droit pour une évaluation scientifique du risque ?</b>	
<b>L'épreuve du syndrome du lampadaire et de la relativité des savoirs</b>	109
<i>Nathalie HERVÉ-FOURNEREAU</i>	
Chapitre 1. De l'excellence scientifique de l'évaluation des risques : un cadre juridique incomplet	114
Section 1. L'évaluation contrastée des risques environnementaux ou le syndrome du lampadaire	115

Section 2. De l'art des principes et des méthodes: le défi de l'objectivité scientifique	119
Section 3. Un dispositif institutionnel déséquilibré: le rôle de figuration des agences de l'environnement	122
Chapitre 2. Du bon usage de l'évaluation scientifique des risques: un cadre juridique perfectible	124
Section 1. Un instrument d'aide à la décision: la relativité du pouvoir discrétionnaire des autorités publiques	125
Section 2. Les relations contrastées entre l'évaluation scientifique, les libertés et les droits fondamentaux	129
Conclusion	133
<b>La protection de l'environnement par le droit pénal ? Une perspective économique</b>	135
<i>Michael FAURE</i>	
Introduction	135
Chapitre 1. Arguments pour la réglementation et une répression par le droit public	137
Section 1. Faiblesses du maintien par le droit civil	137
Section 2. Probabilité de découverte	138
Chapitre 2. Droit pénal ou droit administratif?	140
Section 1. Sanctions non monétaires	140
Section 2. Coûts d'erreur	141
Section 3. Le décret wallon du 5 juin 2008	141
Section 4. Le décret flamand du 21 décembre 2007	142
Chapitre 3. Fonctionnement du droit pénal de l'environnement	143
Section 1. But du droit pénal de l'environnement	143
Section 2. La structure du droit pénal de l'environnement	145
Section 3. Les sanctions optimales	146
Chapitre 4. Stratégie de « maintien »	148
Section 1. La stratégie coopérative	148
Section 2. La stratégie dissuasive	150
Chapitre 5. Importance d'une stratégie d'information	152
ANTHEMIS	383

Chapitre 6. Flexibilité ou obligations?	153
Section 1. Obligation de « maintien »?	153
Section 2. Sanctions fixes?	154
Chapitre 7. Effectivité du droit pénal de l'environnement: le paradoxe de Harrington	155
Section 1. Probabilité de découverte et peines réduites	155
Section 2. Pourquoi quand même obéir à la loi?	157
Chapitre 8. Sanctions touchant à la réputation	158
Conclusion	160
Bibliographie	163

**Réflexions suscitées par « La protection de l'environnement par le droit pénal? Une perspective économique » de Michael Faure** 167

*Michel VAN DE KERCHOVE*

**Des juridictions ou des juges spécialisés en matière d'environnement: une bonne idée ou une fausse bonne idée?** 173

*Benoît JADOT*

Chapitre 1. Il existe, à l'étranger, des juridictions spécialisées en matière d'environnement ou des organes qui en présentent certains traits. Y chercher des sources d'inspiration?	176
Section 1. Présentation de quelques exemples étrangers de juridictions spécialisées en matière d'environnement ou d'organes en présentant certains traits	177
Section 2. Est-il pertinent de chercher dans ces expériences des sources d'inspiration utiles pour la Belgique?	181
Chapitre 2. L'institution de juges ou de juridictions spécialisés en matière d'environnement: portée concrète de l'idée, justification et effets au regard de l'organisation existante du contentieux en droit belge	186
Section 1. L'institution de juges ou de juridictions spécialisés en matière d'environnement dans l'ordre judiciaire	186

Section 2. L'institution de juges ou de juridictions spécialisés en matière d'environnement dans la sphère du contentieux administratif	195
Chapitre 3. Les caractéristiques propres du droit et du contentieux de l'environnement justifient-elles la mise en place d'organes juridictionnels spécialisés en la matière?	221
Chapitre 4. Prévoir la participation de juges non professionnels dans le contentieux de l'environnement?	231
Conclusion	236
<b>Juges de l'environnement spécialisés : une nécessité</b>	239
<i>Luc LAVRYSEN</i>	
<b>Les organes de contrôle du respect des dispositions internationales dans le champ de l'environnement</b>	249
<i>Sandrine MALJEAN-DUBOIS</i>	
Chapitre 1. La multiplication des procédures de non-respect	254
Section 1. Le modèle initial	254
Section 2. L'essaimage	264
Chapitre 2. Les développements récents et en cours	266
Section 1. L'ouverture	266
Section 2. Le durcissement	269
Section 3. La juridictionnalisation	272
Section 4. Articulation avec les mécanismes classiques de règlement des différends	274
Section 5. Articulation entre les procédures de non-respect	276
Conclusion	278

<b>Un statut pour les associations de protection de l'environnement ?</b>	279
<i>Charles-Hubert BORN</i>	
Introduction	279
Chapitre 1. Les missions des associations de protection de l'environnement	284
Section 1. Les missions à caractère participatif	284
Section 2. Les missions de services d'intérêt général	287
Section 3. Les conséquences de la nature des missions des O.N.G. sur leurs relations avec les pouvoirs publics	289
Chapitre 2. La création et la personnalité des associations environnementales	292
Section 1. La liberté d'association	292
Section 2. La personnalité des associations environnementales	294
Chapitre 3. Les droits reconnus aux associations environnementales	296
Section 1. Les libertés fondamentales	297
Section 2. Les droits procéduraux	298
Chapitre 4. Les moyens des associations environnementales	330
Section 1. Les moyens d'origine privée	331
Section 2. Les moyens d'origine publique	333
Chapitre 5. La reconnaissance des associations environnementales par les pouvoirs publics	342
Section 1. Les fonctions de la reconnaissance	343
Section 2. Les conditions de la reconnaissance	344
Section 3. Les formes de la reconnaissance	346
Conclusion	348

---

<b>Les ambiguïtés du statut des associations françaises de protection de l'environnement</b>	351
<i>Philippe BILLET</i>	
Chapitre 1. La diversité du partenariat associatif et son renforcement matériel	352
Section 1. Une participation associative soutenue	353
Section 2. Le nécessaire renforcement matériel du partenariat associatif	358
Chapitre 2. L'érosion de la capacité d'action des associations	361
Section 1. La réduction du champ de la participation	362
Section 2. Limitation du droit de recours des associations agréées	364
Conclusion	370
<b>En guise de conclusion : quatre dimensions du droit de l'environnement</b>	371
<i>François TULKENS</i>	